

DIEU ET PATRIE.
—
LIBERTÉ PLEINE ET ENTIÈRE
DE LA PENSÉE.
—
TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

EN 1848.

AN 1^{ER} DE LA RÉPUBLIQUE RECONQUISE.

PAR F.-V. RASPAIL.



HEMEROTECA
MUNICIPAL
MADRID

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.

PARIS,

27 Février.

Salut ! toi qui as béni mon berceau, et toi qui béniras désormais ma tombe, République, gouvernement des peuples majeurs et dignes de la liberté. Salut ! culte de toute ma vie, et que je n'ai jamais eu le malheur de renier une seule fois dans ma carrière, déjà longue d'un demi-siècle ! toi, pour qui j'ai combattu, pour qui j'ai tant souffert de la part des parjures que le souffle du peuple vient de disperser comme la feuille, et de renvoyer à l'étranger, aussi humiliés qu'ils avaient été arrogants ! Oh ! qu'on est fier de ces souvenirs, au spectacle sublime de l'insurrection populaire et de la lutte gigantesque de ces enfants du peuple qui s'étaient formés, pour l'amour de la liberté, au cliquetis de nos fers et à la tribune de nos procès politiques. Bravo, enfants de Paris et de Rouen ! bravo, enfants de la France, vous avez laissé bien derrière vous nos trente ans de leçons à mains armées. A vous, à vous seuls cette victoire rapide comme l'éclair, écrasante comme la foudre, qui vient à l'instant de se faire entendre à mon oreille ; le ciel proclame votre nouvel emblème ; la foudre à la place du coq gaulois, qui, pendant dix-huit ans, a abdiqué sa gloire des Pyramides et de Marengo !

Que reste-t-il maintenant de cet échafaudage qu'avait élevé, au prix de tant de perfidie et de sang, le valet couronné de la Sainte-Alliance, la doublure de Metternich, qui va tomber comme tant d'autres de ses doublures ? Que reste-t-il de ces lois liberticides, qui peuplaient chaque année nos bastilles et nos cachots avec l'élite de la population, avec les citoyens les plus avancés de la France ? Rien ! rien ! rien ! et à jamais rien ! entendez-vous, vous tous qui accourez à la curée, pour nous replâtrer quelque chose d'analogue ? Rien, c'est cruel ; mais rien, c'est beau ; car c'est ainsi que cela ne sera plus à recommencer tous les quarts de siècle. Le progrès s'est assis sur les barricades ; il a pris droit de bourgeoisie autour des feux du bivouac ; il marche à pas de géant, et franchit les distances sur les ailes de l'électricité. Le télégraphe tourne à gauche, c'est pour nous dire que la liberté arrive à Bruxelles ; il tourne à droite, c'est pour nous dire qu'elle est à Londres ou à Berlin ; nos quarts d'heure sont des siècles ; cette République, qui n'était pas possible en France, la voyez-vous déjà ! elle couvre l'Europe ! *Vive la République européenne ! dans un an, vive la République universelle !* Vive la cité de Dieu sur la terre ! Vive le règne de la fraternité et de l'égalité devant Dieu et la patrie ! Les peuples, terribles contre leurs tyrans, ne videront plus désormais leurs querelles qu'en conseil de famille, et par la pacifique discussion. Ce fer qui lançait la foudre, pour pulvériser les trônes, se transformera en levier de travail, pour enfanter d'autres prodiges tout aussi dignes de nos bénédictions.

Peuple, voilà ton œuvre ! peuple, veille sur elle, et que nul n'y porte plus une main profane ; car toi seul gouvernes en souverain. Tu as fait grâce, c'est bien ; mais tu n'abdis pas ta préséance. Nul n'est rien sans toi, nul ne doit être rien que pour toi ; et toi seul n'as besoin de personne, afin d'être tout et encore quelque chose.

Entendez-le bien, hommes qui vous aviseriez d'être les gens du lendemain ; ne vous mettez pas dans l'esprit de recommencer 1830. Le peuple de 1848 impose de terribles responsabilités, et ne confère plus d'oripeaux.

Le suffrage universel, *universel*, entendez-vous bien ? et sans catégories exceptionnelles, c'est là désormais son droit de contrôle.

Abolition de la peine de mort.

Le gouvernement provisoire vient d'abolir enfin la peine

de mort. La patrie entière appelait depuis longtemps de tous ses vœux cette mesure expiatoire ; nous avons proclamé la nécessité de ce grand acte en 1830, sur la place de Grève, en réhabilitant la mémoire de nos illustres et infortunés camarades, les immortels sergents de la Rochelle. Le gouvernement déchu se hâta, avec les hommes du lendemain, de défaire encore cette barricade.

Aujourd'hui c'est un fait accompli ; le bourreau est destitué avec la royauté, son homicide compagne.

Mais ce grand acte n'est qu'un acheminement vers un acte plus solennel : l'abolition du Code pénal d'un bout à l'autre, avec son cortège de peines à peser dans la balance, de culpabilités à évaluer d'après le caprice des circonstances.

Quel crime a jamais prévenu le Code pénal ? il n'arrive que pour punir et flétrir ; et à qui sert l'exemple de ces punitions souvent hasardées et de ces flétrissures capricieuses ?

Si cela ne sert pas de frein aux autres, c'est donc une cruauté sans résultat, une cruauté pour le plaisir d'être cruel, une cruauté de mélodrame, afin de faire briller l'éloquence de l'accusation d'un côté et celle du défenseur de l'autre, afin de faire tomber en syncope les femmes nerveuses et d'offrir une diversion aux préoccupations de l'opinion publique, dans l'intérêt d'un pouvoir qui en redouterait le contrôle et la manifestation.

Analysez toutes les causes célèbres, et vous vous assurerez en définitive que le Code pénal n'a jamais porté d'autres fruits.

Vengeance ou vindicte publique, sans doute ; mais ensuite qu'avez-vous de plus ? Sécurité pour la société ? Non ; car depuis le temps que l'on se venge ainsi, la société aurait dû jouir d'une sécurité sans égale, sous la royauté, au nom de laquelle la vindicte s'exerçait selon la formule. Mais la sécurité pour les citoyens n'arrive que sur les débris des trônes et des lits de justice. Plus de lois pénales, sécurité ! Sévères applications de la loi pénale, et nul ne peut plus dormir tranquille ! Juges en robes rouges, à quoi servez-vous donc ?

Prévenir, au lieu de punir ; améliorer, au lieu de flétrir ; voilà le programme de l'ère nouvelle. Condamnez un homme non pas à tant d'années de prison, de même qu'on ne condamne pas un malade à tant de jours d'hôpital ; mais condamnez-le à l'hospice de l'amélioration, et qu'il n'en sorte que lorsque son amélioration aura été dûment constatée, à quelque époque que ce soit. Dès que la faute sera réparée, pardon et oubli ; et qu'il rentre dans la société, protégé par la réhabilitation de la souffrance et par l'acquit de la réparation.

FAITS DIVERS.

Nous devons tous notre concours au gouvernement provisoire, en tant qu'après avoir été nommé par une poignée de citoyens, il ne livrera pas la France à une coterie, et qu'il n'emploiera que des hommes d'une probité politique reconnue. A toute autre condition, il assumerait une responsabilité terrible, et se mettrait en contradiction flagrante avec son origine.

Les citoyens, dans les circonstances difficiles qui nous dominent, feront bien d'établir, dans tous les quartiers et dans les mairies, des centres de réunion, pour s'y entretenir des affaires publiques, et discuter avec calme et modération les questions à l'ordre du jour. C'est là l'unique moyen de se façonner aux allures du gouvernement républicain qui vient de renaître de ses cendres, et de préluder aux grandes et solennelles élections qui vont avoir lieu. Dans ces réunions les opinions seront libres, et toutes seront respectées, à la condition que tout citoyen y soit admis de droit et que nul n'en soit exclu.

Chaque jour, dans l'*Ami du Peuple*, nous appellerons leur attention sur une des questions vitales de notre réorganisation sociale.

Le *Journal des Débats* a retourné casaque ; le journal de M. Guizot, de l'homme de Gand, de l'homme impopulaire par goût et par système, fait sa profession de foi républicaine. Il a toujours été partisan, dit-il, de la constitution de 89. Mais par quoi remplace-t-il à présent le chapitre de la royauté ? est-ce par le chapitre des barricades ? Quel malheur que le gouvernement provisoire n'ait pas une liste civile pour acheter un si bel acte de conversion ?

Le citoyen Carnot, ministre provisoire de l'instruction publique, vient de nommer au commandement supérieur du Louvre, le colonel Dumoulin, ancien aide de camp de l'empereur ; nous demanderons si le colonel n'a pas été aussi l'aide de camp de Casimir Périer, pendant les émeutes de 1831 ? Si nous ne sommes pas dans l'erreur, ce fait, ainsi que quelques autres, mériterait une explication sur la marche que prétend suivre le gouvernement provisoire.

Aujourd'hui, vers cinq heures, une foule nombreuse de citoyens a suivi le citoyen Lamartine, depuis l'Hôtel-de-Ville jusqu'à son domicile, rue de l'Université, aux cris de Vive la République ! vive Lamartine ! Nous avons pour le citoyen Lamartine une grande estime ; nous espérons qu'il comptera parmi les représentants les plus purs des intérêts du peuple ; mais nous devons conseiller à tous les citoyens de s'abstenir de toute acclamation personnelle. Notre seul cri de ralliement à tous doit être celui de *Vive la République !* Nous allons passer à travers des épreuves longues et difficiles ; qu'arriverait-il, si jamais un représentant du peuple était accompagné par des citoyens avec des acclamations personnelles, et que d'autres citoyens criassent à bas le représentant du peuple !

On fait courir le bruit à l'instant que la duchesse d'Orléans a été arrêtée au chemin de fer d'Orléans, pour être reconduite à la frontière ; mais le fait ne se confirme pas. Comment se fait-il que les ministres prévaricateurs, décrets d'accusation au nom de la République, ne soient pas encore arrêtés ? La police provisoire devrait pourtant savoir où ils ont trouvé asile, ou tout au moins elle devrait s'en informer. Les mânes des héros morts sur les barricades attendent un acte expiatoire ; ne serait-ce que par une condamnation à un bannissement à perpétuité. Il ne faut pas que les ministres d'un peuple libre se familiarisent ainsi avec l'idée de l'impunité. Perdraient-ils, eux, de vue de cette manière les infortunés prisonniers politiques ?

Est-ce bien une nomination sérieuse, que celle du citoyen Étienne Arago à l'administration des postes ? Et le citoyen Jacques Arago, à quoi le nommera-t-on ? Et le citoyen Emmanuel Arago, n'aura-t-il pas une toute petite place quelque part ? Cela n'est, plus de la camaraderie, et Sa Majesté Louis-Philippe n'aurait pas été meilleur père, frère et ami.

Ce serait un spectacle curieux et amusant, s'il n'était avant tout navrant, que de voir comment tous ces beaux messieurs, en gants jaunes et à ruban rouge, qui auraient cru se salir la main en touchant celle d'un homme du peuple, sont devenus tout à coup *peuple*. Plus de gants

jaunes, plus de ruban rouge; on dirait même qu'ils ont emprunté des mains calleuses; ils sont fringants, ils lèvent haut la tête, ils crient avec un aplomb et une force de larynx incroyable : *Vive la République*. Ils assiègent de leurs requêtes l'Hôtel-de-Ville, comme, il y a quelques jours, les Tuileries et les ministères; ils sont empressés autour des membres du gouvernement provisoire et de leurs amis, comme, il y a quelques jours, auprès des anciens ministres. Ils espèrent que rien ne sera changé, hors un nom. Mais ce nom est toute une révolution, et ces messieurs ne sont rien moins que révolutionnaires.

Vendredi soir, l'école de Saint-Cyr arrivait à Paris par la rue Vaugirard, aux cris de *Vive la République*! Son digne commandant avait ouvert les portes de l'école avec l'enthousiasme d'un vieux soldat.

La bonne tenue de cette brave jeunesse nous rappelait le temps où la République improvisait des héros de vingt ans.

Camarades, faites bonne justice de ceux qui, assimilant les machines aux trônes, voudraient réduire en poussière ces chefs-d'œuvre de l'industrie qui ont coûté tant de gouttes de sueur à l'inventeur et à l'artiste! Ce vandalisme est indigne de la nouvelle génération; aussi n'avons-nous à déplorer que des faits de ce genre trop isolés pour qu'avec une simple immunité la ville n'en efface pas facilement les traces.

Les hommes que l'on voyait, il y a quelques jours à peine, si fiers des places qu'ils avaient gagnées par tant de bassesses, et qui portaient si fort la poitrine en arrière pour mieux découvrir ce ruban rouge qui faisait tout leur orgueil, nous les voyons tous accourir à la curée. Ils se pressent autour des puissants du jour, ils veulent tous des places, ces républicains improvisés, que personne n'avait vus pendant les deux glorieuses journées, alors que le peuple versait le sang le plus pur de la France. Aujourd'hui ils se glissent dans le cortège du citoyen Lamartine et le pressaient de leurs acclamations intéressées. Qu'ils sachent bien que nous les connaissons; qu'ils se hâtent d'exploiter le provisoire; il ne durera pas 17 ans encore. Lorsque le peuple sera rassemblé et donnera à chacun selon ses mérites et suivant ses œuvres, nous les démasquerons bien; alors le peuple saura séparer le bon grain de l'ivraie, et mettre à leur place tous ces hommes qui étaient hier à genoux devant le gouvernement corrupteur que la patrie vient de fouler aux pieds, et qui se redressent encore sans vergogne pour crier: *Vive la République*! au même prix qu'ils ont tant de fois crié *vive le roi*!

Neuilly, ce boudoir d'une royauté décrépite et définitivement déchue, a disparu dans les flammes. Le peuple a purifié ainsi ce foyer de la corruption gouvernementale. Nous invitons nos concitoyens à conserver les autres monuments consacrés jadis à la villégiature royale, pour en faire des casernes, des manufactures ou des écoles d'arts et métiers.

Les journaux persistent à faire précéder les noms des citoyens du titre de *monsieur*. Cela doit cesser absolument. Dès ce jour, tout homme est citoyen, et c'est là son plus beau titre. Beaucoup de gens feront semblant d'attacher peu d'importance à ce fait que nous signalons; mais elle est réellement très-grande. Tous les citoyens qui ont profondément dans le cœur les sentiments républicains nous comprendront. Les républicains de fraîche date seuls feront la sourde oreille. Pour vaincre cette surdité, nous conseillons donc à toutes les personnes de ne s'aborder qu'en se donnant à haute voix le titre de citoyen.

Le bruit court ce soir que Louis-Philippe est mort d'un coup de sang en débarquant à Londres.

M. Larochejacquelin a fait parvenir son adhésion à la République française. Cette adhésion fera époque dans l'histoire; elle émane d'un homme d'honneur, qui n'a jamais renié ses serments; et elle prouve jusqu'à quel point l'idée de la République a jeté dans tous les cœurs de profondes racines. Au reste, ce n'est pas la première fois qu'en face des dangers de la patrie les Larochejacquelin endossent l'habit du peuple; sous un autre drapeau que le nôtre, son oncle aussi était de cœur républicain.

La République est comme le soleil; elle a ouvert les yeux à tous les hommes d'une trempe nationale. La France ne connaît plus de partis; elle ne compte que des enfants de la même patrie, qui tous ont appris, dans l'école du malheur, à ne froisser les intérêts d'aucun de leurs frères. Il n'y a plus en France que des Français. Désormais on dira le citoyen Larochejacquelin, comme dans la nuit du 4 août le plus ancien des chevaliers chrétiens, se dépouillant de tous ses titres, s'honora du nom de Mathieu Montmorency.

Le *Moniteur* nous révèle de tristes nominations, et que nous ne saurions trop bien comprendre. Le présent jure avec certains passés.

Qu'a donc fait M. Pagnerre pour avoir été nommé le citoyen maire d'un arrondissement de Paris?

Des masses considérables de combattants nous avaient désigné au gouvernement provisoire, pour en faire partie. Nous avons supplié nos concitoyens de ne point insister et de nous laisser à l'écart. Notre rôle, à nous, est d'éclairer le peuple sur ses intérêts et matériels et moraux, de nous tenir l'arme au bras dans les rangs des combattants, comme en 1830. Cette fois-ci, nous l'espérons, la contre-révolution ne nous en fera pas sortir, pour nous hausser encore sur le banc des accusés.

Le citoyen Séguier, président de la cour nationale, a fait sa soumission au gouvernement provisoire; le citoyen Dupin, ex-ami de Louis-Philippe, a suivi son exemple, et est venu se dégager de son ex-serment. Honneur à la puissance de la République, devant laquelle s'inclinent ses plus dévoués ennemis d'il y a quelques jours. La justice a repris ses audiences au nom de la *République française*; mais il faudra bientôt que la justice soit reconstituée sur d'autres bases, et qu'elle s'administre sans tant de paroles, de papier timbré et de frais. Ce n'est là jusqu'à présent que de la justice provisoire.

Il est bien entendu que toutes les lois des deux gouvernements déchus qui portaient entrave à la libre manifestation de la pensée sont abolies à jamais. Le peuple en a fait des cartouches, ainsi que de la charte bâclée. L'un découle de l'autre. Quant aux lois de septembre, que quelqu'un s'avise de les appliquer! Mais personne n'y pense.

On ne doit pas perdre de vue que tout citoyen en état de porter les armes fait de droit partie de la garde nationale, et doit être armé aux frais de l'État. Nos principes d'égalité imposent le devoir à la garde nationale d'adopter pour costume une simple blouse, qui pourrait être une blouse bleue, avec lisérés rouges à tous les bords, et une ceinture de cuir pour attacher giberne, baïonnette et poignard; plus le pantalon bleu avec liséré rouge.

On nous apprend que sur les quais un élève de l'école polytechnique a reçu trois coups de poignard. Tout porte à croire que ce guet-apens ne se rattache en aucune manière à la politique.

La première proclamation portait que le peuple avait nommé comme membres du gouvernement provisoire les citoyens Dupont (de l'Eure), Crémieux, Arago, etc.

Nous avons ensuite remarqué dans la seconde proclamation que le gouvernement provisoire avait nommé;

M. Arago, ministre de la marine;

M. Crémieux, ministre de la justice.

Nous avons pensé que c'était à la hâte forcée des rédacteurs qu'était due cette différence. Il ne faudrait pas qu'elle se reproduisît; car il ne s'agit pas de marcher en arrière, dans un moment où le peuple nous devance de si loin. Le peuple a détruit en un jour tous les titres de noblesse, même le mot de *monsieur* et la particule *de*; il n'y a plus désormais que des citoyens. Sans doute la force de l'habitude fera que, dans la conversation, cette expression sera encore d'usage quelque temps. Mais il ne faut pas qu'elle ait cours dans les publications du gouvernement ou autres.

C'est pour l'en avertir que nous avons conseillé et donné l'exemple d'effacer, sur les proclamations, l'*M* qui précédait le nom des ministres. Nous espérons que nous n'aurons pas à revenir sur ce fait.

Le mot de *monsieur* implique une idée de préséance d'un

côté et de servitude de l'autre; son corrélatif est: je suis votre humble serviteur.

Le mot de *citoyen* élève l'un des deux interlocuteurs à la hauteur de l'autre, et c'est toujours du plus digne; il honore autant celui qui le profère que celui à qui il s'adresse. Quoi de plus beau aux yeux des vieux Romains que le titre de *citoyen*! c'était un titre de bourgeoisie à Rome et de noblesse à l'étranger.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Proclamation du gouvernement provisoire de la République française.

Citoyens de Paris! l'émotion qui agite Paris compromettrait non la victoire, mais la prospérité du peuple. Elle retarderait le bénéfice des conquêtes qu'il a faites dans ces deux immortelles journées.

Cette émotion se calmera dans peu de temps, car elle n'a plus de cause réelle dans les faits. Le gouvernement renversé le 22 s'est enfui. L'armée revient d'heure en heure à son devoir envers le peuple et à sa gloire: le dévouement à la nation seule. La circulation, suspendue par les barricades, se rétablit prudemment mais rapidement; les subsistances sont assurées; les boulangers que nous avons entendus sont pourvus de farines pour trente-cinq jours. Les généraux nous apportent les adhésions les plus spontanées et les plus complètes. Une seule chose retarde encore le sentiment de la sécurité publique; c'est l'agitation du peuple, qui manque d'ouvrage, et la défiance mal fondée qui fait fermer les boutiques et arrête les transactions.

Demain l'agitation inquiète d'une partie souffrante de la capitale se calmera sous l'impression des travaux qui vont reprendre et des enrôlements soldés que le gouvernement provisoire a décrétés aujourd'hui.

Ce ne sont plus des semaines que nous demandons à la capitale et au peuple pour avoir réorganisé un pouvoir populaire et retrouvé le calme qui produit le travail. Encore deux jours, et la liberté sera inébranlablement assise! Encore deux jours, et le peuple aura son gouvernement!

25 février.

Les membres du gouvernement provisoire:

Dupont (de l'Eure), Arago, Lamartine, Ledru-Rollin, Marie, Garnier-Pagès.

Louis Blanc, A. Marrast, Flocon, Albert, ouvrier, secrétaires.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le citoyen ministre provisoire de l'agriculture et du commerce aux habitants de Paris.

Citoyens,

Le gouvernement provisoire veille sur tous vos intérêts, sur tous vos besoins. Des mesures sont prises pour assurer l'approvisionnement complet et régulier de la ville de Paris. Le commerce de la boucherie, celui de la boulangerie, ont compris les patriotiques intentions du gouvernement. De notre côté, rien ne sera épargné pour que les arrivages soient abondants, la circulation libre et facile, les prix modérés. L'attention du gouvernement provisoire se portera surtout vers les moyens de garantir l'alimentation des quartiers les plus populeux et les moins aisés.

Tous les citoyens s'uniront dans ce but à l'action du gouvernement.

Fait à Paris, ce 25 février 1848.

BETHMONT.

GOVERNEMENT PROVISOIRE.

Boucherie de Paris.

Les bouchers de Paris sont requis de mettre à la disposition des chefs de poste de la garde nationale, dans la proportion qui sera convenue entre eux et les chefs de poste de chaque quartier, et en échange de bons de paiement qui leur seront remboursés à l'Hôtel-de-Ville, la viande destinée à la nourriture des citoyens armés.

La distribution en sera faite par lesdits chefs, qui feront accompagner la viande par des hommes sous leurs ordres. Paris, le 25 février 1848.

Le ministre de l'agriculture et du commerce, BETHMONT.

PARIS. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1.